

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 19 SEPTEMBRE 1928.

Projet de loi

approuvant la Convention conclue entre la Belgique et la France ayant pour objet de régler les conflits en matière de recrutement militaire (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. POULLET.

MESSIEURS,

L'application des lois sur le recrutement ou sur la milice donne lieu, tant en France qu'en Belgique, à des difficultés qui naissent du fait qu'un certain nombre de jeunes gens sont à la fois Français, au regard de la loi française sur la nationalité, et Belges au regard de notre loi sur la nationalité. Ils se trouvent dès lors appelés en même temps au service militaire en Belgique et en France. Comme il est impossible à ces jeunes gens de se soumettre simultanément à la loi qui régit le recrutement dans chacun des deux pays, ils sont nécessairement traités comme réfractaires dans celui des deux pays où ils se soustraient au service.

Deux remèdes se présentent pour parer à cette situation éminemment fâcheuse et regrettable.

Les pays intéressés pourraient s'entendre pour harmoniser les lois sur l'acquisition et la perte de leurs nationalités respectives, de sorte que la nationalité de chacun de leurs ressortissants fût, des deux côtés de la frontière, appréciée d'une manière identique. Pour réaliser cette harmonie, il faudrait que la Belgique admit des exceptions graves au principe du *jus sanguinis* qui veut que la nationalité belge se détermine par la filiation : tout fils de Belge est belge d'après notre loi. Ou bien, il faudrait que la France renouât à l'application de plus en plus étendue qu'elle tend à faire du *jus soli* qui attribue, au point de vue de l'acquisition de la nationalité française, une influence de plus en plus grande au fait matériel de la naissance sur le territoire de la France.

Mais des concessions sur le mode d'acquérir ou de perdre la nationalité sont

(1) Projet de loi, n° 347

(2) La Commission était composée de MM. Pirmez, président; Devèze, Ernest, Marck, Mathieu, Pirmez, Poulet, Vandemeulebroucke.

des concessions extrêmement difficiles à obtenir entre Etats. En cette matière, chaque pays obéit non seulement à des considérations d'ordre sentimental puisantes, mais à des considérations d'intérêt national. Un pays de forte immigration, comme la France, tient à s'assimiler à tout prix les enfants, tout au moins, des étrangers qui viennent gagner leur pain quotidien sur son territoire.

Un autre moyen s'offre pour remédier aux conséquences fâcheuses des doubles nationalités : au lieu de modifier les lois sur la nationalité, on peut modifier, de commun accord, les lois de milice ou de recrutement, de manière qu'une seule et même personne ne puisse être appelée au service des deux côtés à la fois. Il faut pour cela que de part et d'autre on consente à atténuer la rigueur du principe qui veut que *dès sa minorité*, tout national, tout ressortissant est astreint à certaines obligations militaires. Dans ce domaine, le sacrifice à faire pour réaliser l'entente entre les deux pays est moindre, parce qu'en fait les intéressés se soustraient toujours au service dans l'un des deux pays. Le tout est de trouver une formule qui règle ce sacrifice sur la base de la réciprocité et de l'égalité.

C'est ce qu'a fait la convention du 30 juillet 1891, que la France vient de dénoncer et qui cessera ses effets le 16 novembre prochain.

La convention du 30 juillet 1891 se référait, tant en Belgique qu'en France aux lois sur l'acquisition et la perte de la nationalité qui étaient en vigueur à ce moment dans les deux pays. Depuis 1891, ces lois ont subi de profondes modifications. La matière est réglée aujourd'hui en Belgique par la loi du 15 mai 1922, complétée par celle du 4 août 1926; elle est réglée en France par la loi toute récente du 10 août 1927.

Une mise au point de la convention du 30 juillet 1891 s'imposait donc : la convention du 12 septembre 1928, qui est soumise à notre approbation, y pourvoit.

*
**

Pour comprendre le mécanisme de la convention du 12 septembre 1928, il suffit de se pénétrer de la *situation de fait* que produirait, dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de convention, le *cumul* de nationalités combiné avec la rigueur des lois de recrutement, lesquelles imposent, en France, à tous les Français, en Belgique, à tous les Belges certaines obligations militaires.

SITUATION DE FAIT DU COTÉ DE LA BELGIQUE.

La loi de milice belge impose, éventuellement tout au moins, le service militaire à tous les Belges.

A tous les Belges, disons-nous. Donc, notamment :

A. A tous les *jeunes gens nés en France d'un père belge* : ils sont belges d'origine, *jure sanguinis*, par la filiation.

Or, parmi les Belges nés en France, il y a, au point de vue de leur situation au regard de la nationalité française, telle qu'elle est réglée par la loi du 10 août 1927, à distinguer les catégories suivantes :

PREMIÈRE CATÉGORIE. — Il y a la catégorie de ceux qui sont *irrévocablement Français dès leur naissance* (1). Ce sont : 1) Ceux qui sont nés en France d'un père

(1) Comme le rappelle l'Exposé des motifs, des dispositions analogues règlent la nationalité de l'enfant naturel. S'il s'agit d'enfants naturels reconnus, il faut considérer la nationalité de celui de leurs auteurs dont ils suivent la condition.

qui lui-même y est né; 2) Ceux qui sont nés en France d'une mère française (notamment d'une femme française qui, ayant épousé un Belge, a déclaré, lors de son mariage, vouloir conserver la nationalité française).

Irrévocablement Français dès leur naissance au regard de la loi française, et en même temps Belges, au regard de la loi belge, ces jeunes gens sont nécessairement appelés au service militaire des deux côtés de la frontière.

SECONDE CATÉGORIE. — Il y a ensuite la catégorie de ceux qui tout en étant Français dès leur naissance ne le sont pas irrévocablement, parce que la loi française du 10 août 1927 leur permet à leur majorité de répudier la nationalité française. Ce sont ceux dont la mère est née en France.

TROISIÈME CATÉGORIE. — Il y a enfin parmi les jeunes gens nés en France d'un père belge, la catégorie de ceux qui, sans être Français dès leur naissance, ont toutes les facilités pour le devenir plus tard. Ce sont : a) Ceux qui domiciliés en France déclarent, avant l'âge de 21 ans accomplis, réclamer la qualité de Français; b) Ceux qui étant domiciliés en France à l'âge de 21 ans accomplis deviennent Français de plein droit avec faculté de répudier la nationalité française dans l'année qui suit leur majorité (art. 4 de la loi française).

Dès que les personnes des deux dernières catégories en *s'abstenant de répudier* la nationalité française ou en optant formellement pour elle, ont exercé le choix que leur ouvre la loi française, elles sont soumises à la loi militaire française. Or, pendant leur minorité elles avaient déjà été saisies par la loi de milice belge.

Mais, il n'y a pas que les fils de Belges nés en France, qui sont astreints ou qui pourraient être astreints à des obligations militaires en Belgique et en France. Il y a d'autres jeunes gens qui peuvent être exposés à cette éventualité, notamment ceux qui se trouvent dans le cas suivant :

B. La loi de milice belge imposant des obligations de milice à tous les Belges, les jeunes gens d'origine belge qui, en vertu de la loi française, deviennent de plein droit Français, en raison de l'acquisition, pendant leur minorité, de la nationalité française par l'un ou l'autre de leurs parents, et qui auraient en même temps conservé la nationalité belge, au regard de la loi belge (1) doivent le service militaire en Belgique et, en même temps, tombent sous le coup de la loi française de recrutement.

Cela étant, le Gouvernement belge a consenti les *concessions suivantes* :

PREMIÈRE CONCESSION. — Il dispense purement et simplement du service militaire en Belgique : 1) les fils de Belges nés en France qui, dès leur naissance, sont irrévocablement Français (première catégorie, n° 1 ci-dessus), sauf si ces fils de Belges ont résidé hors la France de 16 à 21 ans (art. 5 de la convention);

2) Les jeunes gens d'origine belge devenus Français (première catégorie, n° 2 ci-dessus) en raison de l'acquisition de la nationalité française par l'un ou l'autre de leurs parents dans les conditions où la loi française reconnaît l'effet collectif du changement de nationalité de l'ascendant à l'égard d'un enfant mineur (art. 4 de la convention).

(1) En règle générale, en vertu de l'article 18, 4^e, de la loi de 1922 sur la nationalité belge, ils perdent la qualité de Belge, mais il y a exception, entre autres, pour les mineurs émancipés.

SECONDE CONCESSION. --- Le Gouvernement belge consent à ajourner pour les deux dernières catégories de fils de Belges, nés en France, auxquels la loi française accorde un choix entre la nationalité française et la nationalité belge, les obligations de la milice jusqu'à l'âge de 22 ans, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'époque où ils peuvent faire ce choix soit écoulée (art. premier de la convention).

TROISIÈME CONCESSION. --- Le Gouvernement belge consent à exonérer du service militaire en Belgique ceux qui, ayant le choix entre la nationalité française et la nationalité belge, auront, volontairement, participé aux opérations du recrutement en France, avant l'âge de 22 ans révolus, sans qu'ils aient pour cela, renoncé à la qualité de Belge (art. 3 de la convention).

*
**

SITUATION DE FAIT DU CÔTÉ DE LA FRANCE. DANS L'HYPOTHESE OU IL N'Y AURAIT PAS DE CONVENTION.

La loi sur le recrutement militaire en France impose l'obligation du service militaire à tous les Français.

A tous les Français, donc :

A. Aux jeunes gens nés en Belgique d'un père français. Ils sont Français de naissance.

Or, ces jeunes gens peuvent, en vertu de la loi belge, opter pour la nationalité belge (art. 6 de la loi belge de 1922).

Dès qu'ils ont usé de cette faculté, ils tombent sous le coup de la loi de milice belge.

Ils doivent donc le service des deux côtés.

B. La loi française de recrutement imposant des obligations militaires à tous les Français, les fils de Belges nés en France et appartenant à la deuxième et à la troisième catégorie dont il a été question plus haut, sont tenus d'obligations militaires envers la France, s'ils ne répudient pas la nationalité française. Mais, avant cela, ils ont déjà été saisis par la loi belge.

Cela étant, le Gouvernement *français* a fait les *concessions suivantes* :

PREMIÈRE CONCESSION. --- Il a consenti à reculer pour les Français nés en Belgique, auxquels la loi belge offre le choix entre la nationalité belge et la nationalité française, ainsi que pour les fils de Belges nés en France qui, sauf répudiation formelle, sont Français, dès leur naissance ou le deviennent à leur majorité, l'obligation militaire jusqu'à l'âge de 22 ans, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'époque où leur choix peut s'exercer soit écoulée (art. 2 de la convention).

SECONDE CONCESSION. --- Si ayant opté pour la nationalité belge dans le premier cas ou n'ayant pas renoncé à cette nationalité dans le second cas, ces jeunes gens participent volontairement aux opérations du recrutement en Belgique, avant l'âge de 22 ans révolus, ils seront dispensés du service militaire en France, sans avoir *nécessairement* pour cela, cessé d'être Français (art. 3 de la convention).

*
**

Les art. 6 à 9 de la convention n'appellent pas de commentaire spécial.

L'Exposé des Motifs du projet de loi qui vous est soumis s'explique à leur égard d'une façon suffisamment complète. La plupart d'entre eux figuraient, d'ailleurs, déjà dans la convention de 1891.

L'art. 10 est nouveau : il décide que les effets de la convention seront suspendus en cas de mobilisation en France ou en Belgique. Cette disposition se justifie tout naturellement : on ne peut, dans une pareille circonstance, maintenir le principe que les obligations militaires soient reculées pour certains jeunes gens jusqu'à l'âge de 22 accomplis, alors que la généralité de leurs camarades est appelée dès l'âge de 20 ans, à participer à la défense nationale.

La Commission unanime vous propose l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

M. PIRMEZ.

© 2011 John Wiley & Sons, Ltd. *J. Forecast.* **31**, 1–16 (2012)
DOI: 10.1002/for

**tot goedkeuring van de tusschen België en Frankrijk gesloten
Overeenkomst tot het regelen van de conflicten in zake
militaire recruteering (1).**

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **POULLET**.

MIJNE HEEREN,

Twee hulpmiddelen liggen voor de hand om dien zoo neteligen als betreurenswaardigen toestand te verhelpen.

De betrokken landen zouden in overleg kunnen treden om de wetten op het verwerven of verliezen van onderscheidelijke nationaliteit in overeenstemming te brengen, zoodanig dat de nationaliteit van elk hunner onderhoorigen langs beide zijden van de grens op gelijke wijze opgevat werd. Om deze overeenstemming te verwezentlijken, zou België gewichtige afwijkingen moeten aanne-*n**e**m**i**s*, volgens hetwelk de Belgischemen van het beginsel van het *jus sang* nationaliteit bepaald wordt door afstamming, ieder zoon van een Belg is Belg volgens onze wet. Ofwel zou Frankrijk moeten afzien van de steeds meer en meer uitgebreide toepassing die dit land tracht te geven aan het *jus soli*, dat, waar het geldt het verwerven van de Fransche nationaliteit, steeds meer en meer invloed toekent aan het materieele feit der geboorte op het Fransch grondge-*b**i*d*.*

(2) De Commissie bestond uit de heeren Pirmez, voorzitter, Devèze, Ernest, Marck, Mathieu, Pirmez, Pouillet, Vandemeulebroucke.

Maar toegevingen over de wijze waarop de nationaliteit wordt verkregen of verloren, zijn toegevingen die zeer moeilijk van de Staten onderling te bekomen zijn. In deze kwestie gehoorzaamt ieder land niet alleen aan machtige beschouwingen van gevoelsaard, maar aan overwegingen van nationaal belang. Een land met sterke inwijking, zooals Frankrijk, houdt er aan, te allen prijze de kinderen op te nemen ten minste van de vreemdelingen die hun brood komen verdienen in Frankrijk.

Een ander middel doet zich voor, om de spijtige gevolgen van de dubbele nationaliteit te vermijden : in plaats van de wetten op de nationaliteit te wijzigen, kan men in gemeen overleg de militie- of de wervingswetten wijzigen zoodanig dat een en dezelfde persoon niet langs beide zijden te gelijk kan opgeroepen worden voor den dienst.

Daarom is het noodig, dat men er van beide zijden in toestemming het beginsel volgens hetwelk ieder landgenoot, ieder onderhoorige, *van af zijn minderjarigheid*, onderworpen is aan zekere militaire verplichtingen, minder scherp te maken. Op dit gebied, moet men minder toegeven om de overeenstemming tusschen de twee landen te verwezenlijken, omdat feitelijk de belanghebbenden zich altijd onttrekken aan den dienst in een van beide landen. Hoofdzaak is eene formule te vinden die deze toegeving regelt op grond van de wederkeerigheid en van de gelijkheid.

Dit werd verwezenlijkt door de overeenkomst van 30 Juli 1891, die Frankrijk nu komt op te zeggen en die zal ophouden van kracht te zijn op 16 November aanstaande.

De overeenkomst van 30 Juli 1891 had betrekking, zoowel in België als in Frankrijk, op de wetten betreffende het verkrijgen of het verliezen van de nationaliteit, die op dit oogenblik van kracht waren in beide landen. Sedert 1891 hebben deze wetten grondige wijzigingen ondergaan. De kwestie is thans in België geregeld door de wet van 15 Mei 1922, aangevuld door de wet van 4 Augustus 1926; in Frankrijk werd zij geregeld door de onlangs aangenomen wet van 10 Augustus 1927.

Eene aanvulling van de overeenkomst van 30 Juli 1891 was dus noodzakelijk : de overeenkomst van 12 September 1928, die aan uwe goedkeuring wordt onderworpen, voorziet daarin.

*
**

Om het samenstel van de overeenkomst van 12 September 1928 te begrijpen, is het voldoende goed den *feitelijken toestand* in te zien die, in de veronderstelling dat er geene overeenkomst zou zijn, de cumulatie zou doen ontstaan van nationaliteiten, samengaan met de gestrengheid van de wervingswetten, die in Frankrijk aan alle Franschen, in België aan alle Belgen, zekeren militaire verplichtingen opleggen.

FEITELIJKE TOESTAND AAN DE ZIJDE VAN BELGIE.

De Belgische militiewet legt, althans gebeurlijk, den militairen dienst op aan al de Belgen.

Aan al de Belgen zeggen wij. Dus, namelijk :

A. — Aan al de jongelingen *in Frankrijk uit een Belgischen vader geboren* : zij zijn Belgen van herkomst, *jure sanguinis*, door afstamming.

Onder de Belgen, in Frankrijk geboren, moet men echter, ten opzichte van

hun toestand tegenover de Fransche nationaliteit, zooals hij geregeld wordt door de wet van 10 Augustus 1927, de volgende categorieën onderscheiden :

EERSTE CATEGORIE. — Er is de categorie van die welke *op onherroepelijke wijze Franschen zijn van af hunne geboorte* (1). Het zijn : 1) die welke in Frankrijk geboren zijn uit een vader die er-zelf geboren is; 2) die welke in Frankrijk geboren zijn uit eene Fransche moeder (namelijk uit eene Fransche moeder die met een Belg gehuwd is en, bij het sluiten van het huwelijk, verklaard heeft de Fransche nationaliteit te willen behouden).

Deze jongelingen die tegenover de Fransche wet onherroepelijk Franschen zijn van af hunne geboorte zijn tevens Belgen, ten aanzien van de Belgische wet, en worden dan ook opgeroepen om den militairen dienst te doen, zoo-wel aan de eene zijde als aan de andere zijde van de grens.

TWEDE CATEGORIE. — Er is verder de categorie van die welke Franschen zijn, van af hunne geboorte, doch niet op onherroepelijke wijze, omdat de Fransche wet van 10 Augustus 1927 hun toelaat, *wanneer zij meerderjarig geworden zijn*, aan de Fransche nationaliteit te verzaken. Het zijn die waarvan de moeder in Frankrijk geboren is.

DERDE CATEGORIE. — Er is eindelijk, onder de jongelingen, in Frankrijk uit een Belgischen vader geboren, de categorie van diegenen die niet de Fransche nationaliteit bezitten van af hunne geboorte, doch deze later gemakkelijk kunnen bekomen. Het zijn : a) die welke in Frankrijk wonen en vóór hun volle 24 jaar verklaren de hoedanigheid van Franschen op te eischen; b) die welke bij hun volle 21^e jaar in Frankrijk woonachtig zijnde, van rechtswege Franschen worden, met het recht van de Fransche nationaliteit af te zien, binnen het jaar volgende op hunne meerderjarigheid (art. 4 der Fransche wet).

Van zodra de personen van de laatste twee categorieën *nalaten aan de Fransche nationaliteit te verzaken* of uitdrukkelijk deze nationaliteit verkiezen en hiermede het recht uitoefenen dat de Fransche wet hun verleent, dan zijn zij onderworpen aan de Fransche militaire wet. Welnu, gedurende hunne minderjarigheid, waren zij reeds onder de toepassing gevallen van de Belgische wet op de militie.

Doch er zijn niet alleen zonen van Belgen, in Frankrijk geboren, die verplicht of zouden kunnen verplicht worden hun militairen dienst in België en in Frankrijk te doen. Er zijn andere jongelingen nog, die aan deze mogelijkheid kunnen blootgesteld worden, namelijk die welke zich in het volgend geval bevinden :

B. — De Belgische militiewet legt militieverplichtingen op *aan al de Belgen* : de jongelingen van Belgische herkomst die, krachtens de Fransche wet, van rechtswege Franschen worden, wegens het verkrijgen, gedurende hunne minderjarigheid, van de Fransche nationaliteit door hun vader of hunne moeder, en die tevens de Belgische nationaliteit hebben behouden, ten aanzien van de Belgische wet (2) zijn verplicht hun militairen dienst in België te vervullen en vallen terzelfdertijd onder de toepassing van de Fransche wervingswet.

(1) Zooals de Memorie van Toelichting zegt, wordt de nationaliteit van het onrechte kind door gelijk-handige bepalingen geregeld. Betreft het erkende onrechte kinderen, dan moet men zien naar de nationaliteit van die hunner ouders wiens stand zij volgen.

(2) Volgens den algemeenen regel, verliezen zij de Belgische nationaliteit krachtens artikel 18 4^o, van de wet van 1922 op de Belgische nationaliteit. Er wordt echter eene uitzondering gemaakt, onder meer voor de ontvoogde minderjarigen.

Daarentegenover, heeft de Belgische Regeering de volgende toegevingen toegestaan :

EERSTE TOEGEVING. — Zij ontslaat eenvoudig van den militairen dienst in België : 1) de zonen van Belgen, in Frankrijk geboren, die van af hunne geboorte, onherroepelijk Franschen zijn (eerste categorie n° 1 hierboven), behalve zoo deze zonen van Belgen buiten Frankrijk verbleven, van 16 tot 21 jaar (artikel 5 van de overeenkomst);

2) De jongelingen van Belgische herkomst, die Franschen geworden zijn (bovenstaande eerste categorie, n° 2), wegens het verwerven van de Franse nationaliteit door een hunner ouders op de wijze waarop de Franse wet de collectieve uitwerking erkent van de verandering van nationaliteit van den bloedverwant in de opgaande linie, ten aanzien van een minderjarig kind (art. 4 der overeenkomst).

TWEEDE TOEGEVING. — De Belgische Regeering stemt er in toe, voor de laatste twee categorieën van zonen van Belgen, in Frankrijk geboren, aan welke de Franse wet de keuze laat tusschen de Franse en de Belgische nationaliteit, de militieverplichtingen te verdagen tot den leeftijd van 22 jaar, d. i. tot het tijdstip, waarop zij deze keuze kunnen doen, verlopen zij (eerste artikel van de overeenkomst).

DERDE TOEGEVING. — De Belgische Regeering stemt er in toe, van den militairen dienst in België te ontslaan diegenen welke, te kiezen hebbende tusschen de Franse en de Belgische nationaliteit, vrijwillig hebben deelgenomen aan de wervingsverrichtingen, in Frankrijk, vóór hun volle 22 jaar, zonder dat zij daarom van hun hoedanigheid van Belg hebben afgezien (art. 3 van de overeenkomst).

FEITELIJKE TOESTAND VAN DE ZIJDE VAN FRANKRIJK IN DE ONDERSTELLING DAT ER GEENE OVEREENKOMST WARE.

De wet op de militaire werving, in Frankrijk, legt den militairen dienstplicht op aan al de Franschen.

Aan al de Franschen, dus :

A. — Aan de jongelingen in België uit een Franschen vader geboren. Zij zijn Franschman wegens geboorte.

Nu, deze jongelingen kunnen, krachtens de Belgische wet, opteeren voor de Belgische nationaliteit (art. 6 der Belgische wet van 1922).

Van zoodra zij gebruik hebben gemaakt van dit recht, vallen zij onder de Belgische militiewet.

Dus zijn zij van weerszijden dienstplichtig.

B. — Vermits de Franse wet op de recruteering militaire verplichtingen oplegt aan al de Franschen, zijn de eenen van Belgen in Frankrijk geboren, en behoorende tot de tweede en de derde categorie waarvan hooger sprake, tot den militairen dienst in Frankrijk verplicht, wanneer zij van de Franse nationaliteit niet hebben afgezien. Doch reeds te voren werden zij door de Belgische wet verplicht.

Uit dien hoofde, heeft de Franse Regeering de volgende toegevingen gedaan :

EERSTE TOEGEVING. — Zij heeft er in toegestemd voor de jonge Franschen aan wie de Belgische wet de keuze verleent tusschen de Belgische nationaliteit en

de Fransche nationaliteit, alsmede voor de zonen van Belgen in Frankrijk geboren, die, behoudens nadrukkelijk af te zien van die nationaliteit, Fransche burgers zijn van af hunne geboorte, of het worden bij hunne meerderjarigheid de militaire verplichting te verdagen tot den leeftijd van 22 jaar, 't is te zeggen tot wanneer het tijdstip waarop dit recht van keuze kan uitgeoefend worden, afgeloopen zij (art. 2 der overeenkomst).

TWEEDE TOEGEVING. — Indien de jongelingen, na keuze te hebben gedaan voor de Belgische nationaliteit in het eerste geval, of daarvan niet hebben afgezien in het tweede geval, vrijwillig deelnemen aan de wervingsverrichtingen in België, vóór dat zij volle 22 jaar hebben, zullen zij van den militairen dienst in Frankrijk ontslagen zijn, zonder daartoe *noodzakelijkerwijs* opgehouden te hebben Franschman te zijn (art. 3 van de overeenkomst).

*
**

De artikelen 6 tot 9 van de overeenkomst eischen geene bijzondere opheldering. De Memorie van Toelichting van het wetsontwerp geeft desaangaande voldoende verklaring. Meest al deze artikelen komen trouwens reeds voor in de overeenkomst van 1891.

Artikel 10 is nieuw : het bepaalt dat de uitwerking der overeenkomst wordt geschorst in geval van mobilisatie in Frankrijk of in België. Deze bepaling vindt hare natuurlijke verantwoording : onder dergelijke omstandigheden, kan men het beginsel niet staande houden dat de militaire verplichtingen verdaagd worden voor sommige jongelingen tot den leeftijd van volle 22 jaar, terwijl meestal hunne gezellen opgeroepen worden op den leeftijd van 20 jaar, om in 's Landsverdediging deel te nemen.

Eensgezind, stelt de Commissie U voor, het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

M. PIRMEZ.
